



COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES  
CEA PARIS-SACLAY  
91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX

Affaire suivie techniquement par :

M. Adriaan DAEM

SG/DSI//STIC/SIRL

Téléphone : 01.46.54.72.04

[adriaan.daem@cea.fr](mailto:adriaan.daem@cea.fr)

Affaire suivie commercialement par :

M. Aguib BAH

Service des Marchés et Achats

Téléphone : 01.69.08.12.16

[aguib.bah@cea.fr](mailto:aguib.bah@cea.fr)

**Projet de rénovation Wi-Fi pour le STIC du  
centre CEA de Paris-Saclay**

Référence : Projet de marché n°B25-02194-AB

Entre

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement à caractère scientifique, technique et industriel dont le siège est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15<sup>ème</sup> - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 685 019, représenté par Monsieur / Madame ....., en qualité de.....

ci-après dénommé « le CEA »,

Et

La société ....., domiciliée ....., inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de ..... sous le numéro RCS ..... représentée par ....., en qualité de .....

constituées en un groupement momentané d'entreprises solidaires, dont le mandataire est la société xxxxxxxx,

ci-après dénommée « le Titulaire »,

,Ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

:

CEA PARIS-SACLAY

Service des Marchés et Achats (SMA)  
Centre CEA Saclay | Bât 530 | PC 98 |  
91191 Gif-sur-Yvette Cedex

Établissement public à caractère industriel et commercial | RCS Paris B 775 685 019

**SOMMAIRE**

|   |    |
|---|----|
| ARTICLE 1 - OBJET .....   | 4  |
| ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....                          | 4  |
| ARTICLE 3 - ETENDUE ET CONTENU DE LA PRESTATION .....           | 5  |
| ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES .....                       | 5  |
| ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE .....                       | 6  |
| ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE .....                                | 6  |
| ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION .....          | 6  |
| ARTICLE 8 - QUALITE .....                                       | 8  |
| ARTICLE 9 - REMISE DE LIVRABLES DOCUMENTAIRES .....             | 8  |
| ARTICLE 10 - REUNIONS .....                                     | 9  |
| ARTICLE 11 - INTERLOCUTEURS .....                               | 10 |
| ARTICLE 12 - LIVRAISON .....                                    | 11 |
| ARTICLE 13 - MISE EN PLACE DES EQUIPEMENTS.....                 | 12 |
| ARTICLE 14 - FORMATION DU PERSONNEL CEA.....                    | 13 |
| ARTICLE 15 - GARANTIE .....                                     | 13 |
| ARTICLE 16 - MAINTENANCE (OPTIONS) .....                        | 14 |
| ARTICLE 17 - DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION.....         | 16 |
| ARTICLE 18 - MONTANT (A COMPLETER PAR LE SOUMISSIONNAIRE) ..... | 16 |
| ARTICLE 19 - REGIME FISCAL ET DOUANIER.....                     | 17 |
| ARTICLE 20 - RECEPTIONS.....                                    | 18 |
| ARTICLE 21 - CONDITIONS DE FACTURATION .....                    | 18 |
| ARTICLE 22 - CONDITIONS DE PAIEMENT .....                       | 19 |
| ARTICLE 23 - SOUS-TRAITANCE .....                               | 19 |
| ARTICLE 24 - CONFIDENTIALITE .....                              | 20 |
| ARTICLE 25 - PROPRIETE INTELLECTUELLE.....                      | 20 |
| ARTICLE 26 - PENALITES.....                                     | 20 |



|  |    |
|--|----|
| ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE..... | 22 |
|--|----|



## **ARTICLE 1 - OBJET**

### **1.1 Dispositions générales**

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation du projet de rénovation Wi-Fi pour le STIC du centre CEA de Paris-Saclay.

### **1.2 Unité bénéficiaire**

La réalisation de ces prestations sera effectuée pour le compte de la Direction des Systèmes d'informations (DSI), Département Service des Technologies de l'Information et de la Communication (STIC), Section Infrastructure et Réseaux Locaux (SIRL).

## **ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES**

**2.1** Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le dossier de consultation du CEA référencé B25-02194, avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :
  - les Spécifications Techniques constituées du cahier des charges intitulé DSI-STIC-2025-013\_CDC Projet Jouvence Wifi vf du 01/09/2025, DSI-STIC-2025-013
  - le règlement intérieur du CEA Paris-Saclay-Etablissement de Saclay,
  - le règlement intérieur du CEA Paris-Saclay-Etablissement de Fontenay-aux-Roses ;
  - la consigne intitulée « Instructions Générales de Sécurité applicables aux Entreprises Extérieures et aux organismes en collaboration travaillant sur le Centre CEA Paris-Saclay » référencée DRF/P-SAC/CQSE/CO/01 indice A d'avril 2018,
  - la consigne à l'attention des entreprises extérieures référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06 indice B de juillet 2021 et intitulée « Evacuations des déchets conventionnels gérées en direct par les installations et pénalités applicables en cas de non-respect des consignes »,
  - les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022) ;
  - le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) référencé DAPS/DIR/2021-001 du 12 janvier 2021 ;
- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée .....  
incluant notamment la réponse en terme d'analyse environnementale du ..... (à compléter par le soumissionnaire)

- 2.2** Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

### **ARTICLE 3 - ETENDUE ET CONTENU DE LA PRESTATION**

La prestation se décline comme suit :

- Poste 1 (FERME) : fourniture et installation de la solution de gestion Wi-Fi
  - Fourniture et mise en place de la solution
  - Configuration de la solution
  - Fourniture des éléments permettant la supervision via l'outil du CEA
  - Import des bornes actuelles dans la solution
  - Formation pour l'équipe en charge de la gestion et l'exploitation de la solution (personnel CEA et infogérance)
  - Fourniture de la documentation DAT, DEX Cahier de Recettes
  - Garantie des équipements du constructeur (préciser la durée)
- Poste 2 (optionnel non obligatoire) : Maintenance matérielle préventive (dans le cas d'une solution physique). (3 ans)
- Poste 3 (optionnel) : Maintenance logicielle préventive (firmware, patchs de sécurité). (3 ans)

Les postes 2 et 3 pourront être levés à la signature du marché ou au maximum 1 an après la date de réception finale.

### **ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES**

#### **4.1 Obligations du Titulaire**

##### **4.1.1 *Obligation de résultat***

La prestation, objet du présent marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité est assortie d'une obligation de résultat.

Le Titulaire s'engage à affecter du personnel compétent et qualifié, en quantité suffisante, pour effectuer la prestation relative au présent marché et respecter cette obligation de résultat.

##### **4.1.2 *Obligation de conseil***

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution de la prestation qui lui est dévolue au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque

nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

#### **4.2 Obligations du CEA**

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent marché, ainsi que les moyens définis ci-après.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

### **ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Le Titulaire s'engage à ce que les équipements soient livrés dans un emballage constitué de matières recyclées ou recyclables.

Toutes les dispositions nécessaires pour l'intégration de la maintenance corrective dans le cycle environnemental devront être prises : innocuité des composants et des consommables et moyens de recyclage du dispositif après usage devront être envisagés.

### **ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE**

Le Titulaire s'engage, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte au marché en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée du marché.

### **ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION**

#### **7.1 Conformité aux normes**

Les équipements devront être conformes aux normes de sécurité en vigueur en France et notamment de sécurité électrique (électrisation et échauffement). Elle présentera une sécurité absolue de fonctionnement et de fiabilité, compte tenu de l'utilisation envisagée. Elle devra être en tous points conformes aux dispositions réglementaires prises en application du code du travail.

Tout élément des équipements sera accompagné de leur documentation technique complète en langue française et en particulier des prescriptions et consignes d'installation, de mise en service et d'utilisation. Seront également joints, les certificats de conformité d'épreuves et toutes attestations spécifiques ou réglementaires relatifs aux équipements

## **7.2 Connaissance des lieux et de l'environnement**

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du présent marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables, avoir relevé sur place ou avoir demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour établir son prix forfaitaire, notamment en ce qui concerne le contexte spécifique du présent marché.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités de la prestation.

## **7.3 Moyens matériels**

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité les moyens matériels nécessaires à l'exécution du marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les moyens matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Si des moyens matériels appartenant au CEA étaient prêtés au Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité conformément aux dispositions de l'article 19 des CGA.

## **7.4 Matériels fournis par le CEA pour intégration dans les équipements**

Comme indiqué dans les Spécifications Techniques, le CEA fournira au Titulaire différents matériels nécessaires à la réalisation des prestations.

Tant que ces matériels ne seront pas totalement intégrés dans la réalisation à la charge du Titulaire, celui-ci sera responsable de la garde et de l'emploi de ces différents matériels.

## **7.5 Enlèvement des déchets**

Pour évacuer les déchets conventionnels, le Titulaire s'engage à respecter les dispositions mentionnées dans la consigne référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06 visée à l'article 2 du marché.

## **7.6 Horaires**

### **7.6.1** Les horaires d'ouverture du CEA Paris-Saclay sont de 7h00 à 20h45 pour le site de Saclay et de 7h30 à 20h00 pour le site de Fontenay-aux-Roses, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Pour l'année 2025, ces derniers sont les suivants :

- lundi 11 août au jeudi 14 août,
- mercredi 24 décembre au mercredi 31 décembre

Pour les années suivantes, les autres jours de fermeture seront communiqués au Titulaire, à sa demande, en début d'année.

7.6.2 Les horaires de travail du personnel du CEA sont de 8h30 à 17h10, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Si un travail doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires de travail du CEA, le responsable du Titulaire doit obtenir l'accord préalable du Chef d'installation.

## 7.7 **Personnel du Titulaire**

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire sont décrites en annexe 1 au présent marché.

## **ARTICLE 8 - QUALITE**

Le Titulaire appliquera les règles relatives aux normes ISO 9001 et ISO 14001 (dernières versions en vigueur).

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système Qualité. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du système Qualité sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

## **ARTICLE 9 - REMISE DE LIVRABLES DOCUMENTAIRES**

### **9.1 Fourniture des équipements**

Au titre de l'exécution du présent marché, le Titulaire est tenu de remettre au CEA l'ensemble des livrables documentaires mentionnés dans les Spécifications Techniques (§ 2), notamment :

- La documentation technique complète en langue française des équipements et en particulier les prescriptions et les consignes d'installation, de mise en service, de maintenance et d'utilisation,
- Les supports de formation,
- Procès-verbaux des contrôles :
  - Des essais de fonctionnement des équipements sur site.

### **9.2 Interventions lors de la garantie et de la maintenance**

Chaque intervention du Titulaire les équipements, dans le cadre de la garantie ou de la maintenance préventive donnera lieu à l'établissement d'un rapport d'intervention, rappelant la prestation effectuée, les pièces remplacées ou qui seront à changer ultérieurement et précisant éventuellement les renseignements ou conseils techniques nécessaires à un bon fonctionnement des équipements.

Ces rapports, établis par le Titulaire en deux exemplaires, seront signés par le Titulaire et par le CEA.



Le Titulaire sera responsable de la bonne exécution technique et matérielle des prestations à sa charge dans le cadre du présent marché. Toute prestation reconnue défectueuse sera reprise par le Titulaire dans les délais les plus brefs et à ses frais.

### **9.3 Validation des livrables**

Le Titulaire soumettra les livrables à la validation du CEA. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Le CEA disposera d'un délai de 10 jours ouvrés à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.

En cas de remarques, le Titulaire prendra en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, ceci dans un délai maximum de 10 jours ouvrés. Ces rectifications devront également être validées par le CEA.

Le fait que le CEA approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

### **9.4 Format et support des livrables**

Conformément aux dispositions des Spécifications Techniques, tous les livrables remis par le Titulaire au CEA seront réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

Les livrables, transmis au CEA pour validation, seront remis en sous format électronique.

Les livrables validés seront remis au CEA sous format électronique.

### **9.5 Documents CEA**

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché quelle qu'en soit la raison.

## **ARTICLE 10 - REUNIONS**

**10.1** Pour suivre l'exécution du marché, les Parties tiendront des réunions, dans les locaux du CEA ou par visioconférence, dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord.

### **10.2 Réunion d'enclenchement**

Une réunion d'enclenchement sera effectuée dans les locaux du CEA Paris-Saclay ou par visioconférence, au plus tard deux semaines après la signature du marché.

Lors de cette réunion, le Titulaire devra notamment proposer un planning des échéances (réunions, points d'arrêt, etc.) qu'il juge nécessaires pour suivre la bonne exécution du marché. Ce planning devra être accepté par le CEA avant tout commencement des prestations.

### 10.3 Réunions d'avancement

Pour suivre l'exécution du marché, les Parties tiendront des réunions dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord, conformément au planning d'avancement fourni par le Titulaire et accepté par le CEA.

Ces réunions permettront de traiter notamment les points suivants :

- état d'avancement des prestations,
- écarts par rapport aux Spécifications Techniques,
- examen des problèmes rencontrés,

Toutefois, en fonction de l'évolution des prestations, les interlocuteurs techniques pourront se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou l'autre Partie par échange de correspondances.

### 10.4 Compte-rendu

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour acceptation dans un délai d'une semaine suivant la date de réunion.

Après acceptation formelle du CEA, par accord dûment signé par l'interlocuteur technique du CEA, ce compte-rendu sera diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas, un compte-rendu non accepté ne pourra faire l'objet d'une diffusion.

## **ARTICLE 11 - INTERLOCUTEURS**

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

| Fonction              | Nom                     | tél            | mail                     |
|-----------------------|-------------------------|----------------|--------------------------|
| - Pour le CEA :       |                         |                |                          |
| Ingénieur réseaux     | M. DAEM Adriaan         | 06 58 15 78 04 | adriaan.daem@cea.fr      |
| Ingénieur réseaux     | M. BOISGARD<br>Thérance | 06 10 78 57 80 | therence.boisgard@cea.fr |
| Responsable réseaux   | M. KIN Anthony          | 06 66 04 83 00 | anthony.kin@cea.fr       |
| - Pour le Titulaire : |                         |                |                          |
| Responsable technique | M. xxxxxx               | xx xx xx xx xx | xxx@xxx                  |
| Responsable Sécurité  | M. xxxxxx               | xx xx xx xx xx | xxx@xxx                  |

Les interlocuteurs du Titulaire, désignés ci-avant, ont qualité pour le représenter vis-à-vis du CEA.

Au cas où ces responsables ou un membre de l'équipe, serait remplacé, le Titulaire s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement d'une durée d'un (1) mois sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations, et aux différentes modalités administratives internes au CEA. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience jugées au moins équivalentes.

**ARTICLE 12 - LIVRAISON**

Les livraisons sont soumises à l'accord préalable et écrit du CEA, étant entendu que chaque livraison interviendra après acceptation des essais et contrôles en usine par le CEA. Les équipements seront livrés dans un emballage constitué de matières recyclées ou recyclables

**Équipement en provenance de France ou Union Européenne pour le CEA Paris-Saclay**

Le Titulaire prend à sa charge les coûts associés au transport, l'emballage, l'assurance et le déchargement sur le site du CEA Saclay, bâtiment 627 (Réception Marchandise), Porte Nord, 91191 Gif-sur-Yvette, entre 7 heures 30 et 15 heures au plus tard, étant précisé que le transfert de risque s'opère au moment du transfert de propriété.

Chaque colis doit être accompagné d'un bon de livraison et d'un bon de transport, placés à l'extérieur du colis.

Le bon de livraison doit comporter, au minimum, les informations suivantes :

le nombre de colis  
le n° de commande (4000XXXXXX) et le destinataire final :  
BOISGARD Thérèse SG/DSI/STIC/SIRL  
06 10 78 57 80  
Bâtiment 474 Pièce 13

Le bon de transport doit préciser le(s) n° de bon(s) de livraison (se rapportant à une commande unique) ainsi que le nombre de colis.

**Colis standard**

Pour les colis respectant les dimensions maximales suivantes :

- Longueur : 1 500 mm
- Hauteur : 1 650 mm
- Largeur : 1 200 mm
- Poids : 1 600 kg

Une palettisation au format EUROPAL doit être privilégiée. Un contrôle des marchandises est effectué et un protocole de chargement/déchargement est à compléter sur place. La distribution des colis du bâtiment 627 vers le destinataire final est effectuée par la Réception Marchandises.

Le contrôle des marchandises est réalisé via une machine RX. Le Titulaire devra informer le destinataire de la commande en cas d'incompatibilité.

**Colis hors gabarit (ou dont le contenu est incompatible avec un contrôle aux rayons X) :**

Pour les colis hors gabarit et les colis dont le contenu est incompatible avec un contrôle radioscopique, les livreurs doivent prendre rendez-vous au préalable avec le destinataire final et se présenter à l'accueil Porte Nord le jour de la livraison munis d'une pièce d'identité valide (une copie de la pièce d'identité ou un permis de conduire ne sont pas acceptés). La livraison est réalisée par le Titulaire, sous la responsabilité du destinataire final.

Équipement en provenance d'un pays hors UE livré à Saclay après dédouanement chez le RDE Gondrand basé aux Ulis

Les opérations de dédouanement étant confiées au transitaire en douane du CEA, le Titulaire devra envoyer aux adresses mails du déclarant en douane [douane.lesulis@gondrand.fr](mailto:douane.lesulis@gondrand.fr) ,

[herve.madec@gondrand.fr](mailto:herve.madec@gondrand.fr) ainsi qu'au CEA Paris-Saclay ([Douane.paris-saclay@cea.fr](mailto:Douane.paris-saclay@cea.fr)), préalablement à l'importation en France, une copie de sa facture indiquant :

- Le numéro de commande du CEA 4000....
- Le numéro EORI du CEA Paris-Saclay (FR 775 685 019 00488)
- Le code douanier au niveau SH (6 chiffres)
- La description précise de la marchandise

Les équipements commandés dans le cadre du présent marché est livré selon l'Incoterm DAP – Société Gondrand, Les Ulis - Incoterms® ICC 2020 à l'adresse suivante :

la société GONDRAND  
ZA de Courtaboeuf-  
3 avenue de l'Amazonie  
91940 Les ULIS-FRANCE.

Pour le compte du CEA Paris /Saclay  
BOISGARD Thérance SG/DSI//STIC/SIRL  
06 10 78 57 80  
Bâtiment 474 Pièce 13

Une copie de la facture indiquant le numéro de commande CEA n°4000.....sera obligatoirement jointe avec le bordereau d'expédition.

Les dispositions applicables pour les formalités douanières sont mentionnées à l'article « Régime fiscal et douanier » ci-après.

## **ARTICLE 13 - INSTALLATION ET ESSAIS DES EQUIPEMENTS**

La solution sera mise en place conformément aux spécifications du cahier des charges et selon les spécifications de l'offre du titulaire référencé à l'article 2 supra.

Les essais sur site des équipements seront effectués conformément aux prescriptions définies aux dispositions de l'article 32.4 des CGA.

Ces essais seront réalisés par le Titulaire conformément au programme d'essais soumis à l'accord préalable du CEA un mois avant la réalisation des essais.

## **ARTICLE 14 - FORMATION DU PERSONNEL CEA**

Le Titulaire assurera la formation du personnel CEA chargé d'utiliser les équipements, ses accessoires et ses outillages associés.

Le Titulaire s'engage à fournir, lors de l'exécution des prestations de formation des utilisateurs, toute la documentation, rédigée en langue française, associée à ces prestations et notamment les supports individuels. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

## **ARTICLE 15 - GARANTIE**

### **15.1 Garantie des équipements**

#### **15.1.1 Durée de la garantie**

La garantie (pièces, logiciels, main-d'œuvre et déplacements) d'une durée de **XXX (XXX) mois à renseigner par le soumissionnaire** à compter de la date de réception, portera sur l'ensemble des équipements, y compris les parties éventuellement sous-traitées, et s'exercera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La durée de la garantie des équipements sera prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels les équipements n'auront pas pu être utilisés ou utilisés de manière incomplète par le CEA.

Pendant la période de garantie des équipements, le Titulaire s'engage à fournir une assistance (par téléphone ou par courriel) sous 24 heures.

#### **15.1.2 Périmètre de la garantie**

La garantie couvrira la recherche des causes d'erreurs et de non-conformités, y compris le non-respect des performances visées dans les Spécifications Techniques. La garantie s'appliquera également aux modifications effectuées par le Titulaire.

Le titulaire devra également réaliser une visite annuelle d'entretien préventif durant la période de garantie. Cette visite couvrira le matériel (en cas d'équipement physique) et le logiciel.

#### **15.1.3 Délais d'intervention pendant la garantie**

Pendant la période de garantie des équipements, le Titulaire s'engage à intervenir dans les délais suivants :

- en cas d'anomalie bloquante, le Titulaire interviendra dans un délai de 4 heures ouvrables, faisant suite à l'appel du CEA,
- en cas d'anomalie non bloquante, le Titulaire interviendra dans un délai de 5 jours ouvrables, faisant suite à l'appel du CEA.

Dans tous les cas, le Titulaire s'engage formellement à résoudre ou faire résoudre à ses frais les non-conformités ou erreurs constatées dans les délais les plus brefs, et en tout état de cause, à avoir mis en place une solution permettant de contourner les anomalies bloquantes dans les 2 jours ouvrables, faisant suite à l'appel du CEA et les anomalies non-bloquantes dans les 5 jours ouvrables. Cette solution ne libère pas le Titulaire de son obligation de résoudre les anomalies et les non-conformités.

On entend par :

- anomalie bloquante : toute anomalie rendant impossible l'utilisation de tout module des équipements,
- anomalie non-bloquante : toute anomalie permettant de poursuivre l'exploitation complète des équipements dans l'ensemble de ses fonctionnalités, même si cela se fait au moyen d'une procédure inhabituelle.

## **15.2 Garantie des interventions sur les équipements**

Chaque intervention sur les équipements dans le cadre de la garantie et de la maintenance de celui-ci (pièces détachées, main-d'œuvre et déplacements) fera l'objet d'une garantie d'une durée de 12 (douze) mois à compter de la date de réception de ladite intervention. Elle s'exercera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La durée de cette garantie sera prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels les équipements n'auront pas pu être utilisés ou utilisés de manière incomplète par le CEA du fait de cette intervention.

- 15.3** Le Titulaire s'engage à maintenir la connaissance des équipements et la disponibilité des pièces détachées correspondantes pendant une durée minimum de 10 (dix) ans à compter de la date de réception des équipements, afin de pouvoir répondre de manière satisfaisante à d'éventuelles demandes d'entretien ou de réparation.

## **ARTICLE 16 - MAINTENANCE (OPTIONS)**

### **16.1.1 Maintenance matérielle préventive (dans le cas d'une solution physique)**

En cas de levée du poste 2, le titulaire s'engage à réaliser la maintenance hardware des contrôleurs pour une durée de 3 ans.

### **16.1.2 Maintenance logicielle préventive (firmware, patchs de sécurité)**

En cas de levée du poste 3 du présent marché, le titulaire s'engage à réaliser la maintenance préventive la mise à jour des firmware, les mises à jour de sécurité et une assistance téléphonique.

A ce titre, le Titulaire réalisera a minima une visite annuelle d'entretien préventif sur les équipements. Cet entretien préventif est destiné à assurer le fonctionnement des équipements dans leurs caractéristiques d'origine et de réduire le risque de panne au minimum.

Au cours de cet entretien préventif, le Titulaire procédera notamment :

- à l'inspection minutieuse de la configuration des équipements (vérification, de la configuration, des logs, etc)
- aux mises à jour techniques préconisées pour accroître la fiabilité et la sécurité,
- aux mises à jour des logiciels acquis (n'apportant pas d'extension des fonctions des appareils),
- au contrôle du bon fonctionnement de l'ensemble,
- aux inspections de sécurité,
- à la remise d'un rapport d'intervention mentionnant les opérations effectuées dans le cadre de la maintenance préventive.

**16.1.3** En cas de réparation chez le Titulaire celui-ci est responsable de la garde et de l'emploi des équipements ou partie des équipements, propriété du CEA, à compter de sa prise en charge sur le site CEA et après signature d'un procès-verbal émis par le CEA et signé contradictoirement par les Parties.

Les risques seront de nouveau transférés au CEA au moment de la signature contradictoire par les Parties du procès-verbal de retour des équipements ou partie des équipements sur le site de Saclay.

Le délai de réparation dans les locaux du Titulaire ne pourra pas être supérieur à un (1) mois à compter de sa prise en charge. Le Titulaire aura à sa charge tous les frais liés au transport des équipements ou partie des équipements (aller/retour).

**16.1.4** La maintenance s'appliquera également aux modifications effectuées par le Titulaire.

**16.1.5** *Assistance téléphonique*

Le Titulaire assurera au CEA une assistance téléphonique illimitée, dans les 2 heures ouvrées suivant l'appel du CEA, de 8h00 à 19h00, dans le but de réduire les temps d'interruption de fonctionnement, en cas de panne simple.

**16.1.6** *Réparations en atelier*

S'il le juge nécessaire, le Titulaire pourra, exceptionnellement et avec l'accord du CEA faire effectuer les réparations dans ses ateliers ou dans ceux de ses sous-traitants.

Dans ce cas, le Titulaire sera responsable du matériel, dans les conditions fixées à l'article 19 des CGA, dès la prise en charge des équipements pour emballage et transport et jusqu'à leur retour au CEA/Saclay après réparation. Les frais d'emballage, de transport et d'assurance sont à la charge du Titulaire.

**16.2** **Contrôle de l'exécution des prestations dans le cadre de la maintenance**

Chaque intervention du Titulaire, dans le cadre de la maintenance, donnera lieu à l'établissement d'un rapport d'intervention, rappelant la prestation effectuée, les pièces remplacées ou qui seront à échanger ultérieurement et précisant éventuellement les renseignements ou conseils techniques nécessaires à un fonctionnement optimal des équipements

Ces rapports, établis par le Titulaire en deux exemplaires, seront signés par le Titulaire et par le CEA.

### 16.3 Garantie des pièces et du matériel

Dans le cadre de la garantie et de la maintenance, le matériel défectueux remplacé, sera garanti 12 mois à compter de la date de réception sur le site du CEA. Les dispositions relatives à la garantie figurent au chapitre 11 des CGA.

La date de démarrage de la garantie du matériel sera précisée sur la fiche d'intervention remise au service utilisateur.

## ARTICLE 17 - DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION

### 17.1 Délais d'exécution (à compléter par le soumissionnaire)

T0 étant la date de signature par les Parties du présent marché et T1 la date de configuration et installation par le Titulaire, le Titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution mentionnés ci-après :

- |  |                           |
|--|---------------------------|
| - Fourniture des équipements                         | T0 + XXX semaines = (T1)  |
| - Installation et configuration de la solution Wi-Fi | T1 + XXX semaines (T2),   |
| - Import des bornes actuelles                        | T2 + XXX semaines = (T3), |
| - Réception  | T3 + XXX semaines = (T4), |
| - fin de la garantie                                 | T4 + XXX mois (T5),       |
| - maintenance des équipements (optionnel)            | T5 + 3 années.            |

17.2 Les délais d'exécution associés à la garantie et la maintenance des équipements sont précisés respectivement aux articles 15 et 16 supra.

## ARTICLE 18 - MONTANT (A COMPLETER PAR LE SOUMISSIONNAIRE)

### 18.1 Montant total du marché

Le montant total du marché est plafonné à la somme de ----- € HT (-----  
-----EUROS HORS TAXES), en cas d'affermissement de l'ensemble des options.

### 18.2 Montant de la partie forfaitaire

#### 18.2.1 Partie ferme

Le montant total des prestations de la partie ferme est fixé à la somme forfaitaire et ferme de ..... € HT (..... HORS TAXES).



Le prix de l'Équipement DAP – Société Gondrand, Les Ulis - Incoterms® ICC 2020.  
(A ajouter dans le cas d'un achat par le CEA en provenance d'un pays tiers pour mise à la consommation)

#### 18.2.2 Partie optionnelle

Le montant des options est fixé à la somme forfaitaire et ferme de .....€ HT (.....HORS TAXES) pour une durée de X ans, décomposée comme suit :

- XX € H.T. forfaitaire et ferme pour la : Maintenance matérielle préventive (dans le cas d'une solution physique) pour une durée de 3 ans,
- XX € H.T. forfaitaire et ferme pour la Maintenance logicielle préventive (firmware, patches de sécurité) pour une durée de 3 ans,

#### 18.3 Caractère des prix

Les prix mentionnés à l'article « Montant » sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de XXXX (mois de remise de l'offre). Le montant des équipements et de la maintenance visée à l'article 18.2 *supra* a un caractère non révisable.

### **ARTICLE 19 - REGIME FISCAL ET DOUANIER**

#### 19.1 Régime fiscal

##### Dans le cas d'un achat par le CEA en provenance de la France et l'UE

Le présent marché est soumis à la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur.

En vertu de l'article 269,2-a du CGI modifié par l'article 30 de la loi 2021-1900 du 30 décembre 2021, les acomptes encaissés à compter du 1er janvier 2023, seront soumis à la TVA.

Pour les prestations de maintenance, chaque terme de paiement sera assorti de la TVA et le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

##### Ou dans le cas d'un achat par le CEA en provenance d'un pays hors UE

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Le fait générateur se produit au moment de la réception des équipements.

#### 19.2 Formalités douanières

*(Dans le cas d'un achat par le CEA en provenance de l'UE.*

Le montant de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) sera acquitté directement par le CEA auprès du Trésor Public après l'introduction de l'Équipement sur le territoire français.

### Dans le cas d'un achat par le CEA en provenance d'un pays hors UE

Le CEA acquittera la TVA d'importation directement auprès de la Douane française.

Le CEA, Etablissement Public de recherche, peut bénéficier d'une franchise des droits de douane pour les instruments et appareils scientifiques, pièces de rechange, éléments, accessoires et outils spécifiques (règlement CE n° 1186/2009), sous réserve que les caractéristiques techniques et les résultats attendus soient exclusivement ou principalement liés à la réalisation d'activités scientifiques et sous réserve que les importations considérées soient sans but lucratif.

De ce fait, le Titulaire s'engage à fournir, en temps utiles, tous les documents nécessaires au dépôt par le CEA de la demande de franchise de droits de douane.

Il s'oblige à indiquer sur les documents commerciaux (contrat, facture), le numéro de nomenclature statistique d'identification du produit, son origine douanière (identification de la plaque du constructeur, ex : fabriqué aux USA), ainsi que le pays de dernière provenance.

## **ARTICLE 20 - RECEPTIONS**

### **20.1 Réception des équipements**

La réception sera prononcée après réalisation par le Titulaire des obligations suivantes :

- Livraison de l'ensemble des fournitures (physiques et virtuelles),
- Installation, configuration et mise en service de la solution centralisée, sur les bâtiments test,
- Transmission de l'ensemble de la documentation requise (citée précédemment) et dans la forme requise.

La réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

La réception, prononcée sans réserve, emporte transfert de propriété des équipements au bénéfice du CEA.

### **20.2 Réception des prestations de maintenance**

La réception des prestations de maintenance sera prononcée annuellement, à l'acceptation par le CEA des prestations et des livrables correspondants, conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

## **ARTICLE 21 - CONDITIONS DE FACTURATION**

## **21.1 Partie forfaitaire**

### **21.1.1** *Echéancier de facturation des équipements*

Le montant des équipements sera facturé par le Titulaire, conformément à l'échéancier suivant :

- 40% du montant HT du poste 1 et les taxes correspondantes à la livraison,
- 40% du montant HT du poste 1 et les taxes correspondantes à la réception du procès-verbal de mise en service de la solution centralisé,
- 20% du montant HT du poste 1 et les taxes correspondantes à la réception de l'ensemble des documents requis,

### **21.1.2** *Echéancier de facturation des prestations de maintenance (options)*

Les montants des prestations relatives à la maintenance des équipements seront facturés annuellement à terme échu après acceptation par le CEA des prestations correspondantes.

## **21.2 Modalités de facturation**

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Les pièces justificatives attestant de l'acceptation des prestations par le CEA (PV signés des deux Parties, bon de livraison...) doivent être transmises en même temps que les factures via CHORUS PRO.

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : SAC-C,
- le numéro de commande (n°4000XXXXXX).

## **ARTICLE 22 - CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le délai de règlement des factures est de trente jours à compter de leur date de réception par le CEA, pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

## **ARTICLE 23 - SOUS-TRAITANCE**

Les conditions de recours à la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 7 des CGA.

Toute opération de sous-traitance, de premier rang ou de rang supérieur, qu'elle soit décidée avant le commencement des prestations ou en cours d'exécution, est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet.

#### **ARTICLE 24 - CONFIDENTIALITE**

Les dispositions en matière de confidentialité sont régies par les dispositions de l'article 11 des CGA.

#### **ARTICLE 25 - PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Les droits de propriété intellectuelle qui pourraient naître à l'occasion de l'exécution du présent marché sont régis par les dispositions de l'article 12 des CGA.

Chaque Partie demeure propriétaire de ses Connaissances Propres.

#### **ARTICLE 26 - PENALITES**

##### **26.1 Pénalités pour retard d'exécution relatif aux équipements**

Si le Titulaire ne réalise pas les délais d'exécution prévus à l'article « Délais d'exécution », celui-ci sera redevable d'une pénalité de 2/1000 (DEUX POUR MILLE) du montant total hors taxes des équipements par jour de calendrier de retard constaté à compter de la date contractuelle.

##### **26.2 Pénalités pour retard d'exécution lors des prestations de garantie et de maintenance des équipements**

En cas de retard du Titulaire sur les délais d'intervention ou de résolution prévus aux articles « Garantie des équipements » et « Maintenance des équipements » du présent marché, celui-ci sera passible d'une pénalité de 500 € par jour ouvré de retard constaté à compter de la date contractuelle.

##### **26.3 Modalités d'application des pénalités et plafond**

Les pénalités définies dans le présent article sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total HT du marché.

Fait à Saclay,  
en deux exemplaires originaux,  
Pour le CEA,  
Signature :

Date :

Pour le Titulaire,  
Signature :

Date :



## **ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE**

### **1. Obligations générales du Titulaire quant à son personnel**

- 1.1 Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations, objet du présent marché, les règlements en vigueur dans le Centre où elles sont exécutées, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline, les mesures de sécurité, la surveillance médicale.

Le Titulaire se conforme notamment :

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- au Code du travail et en particulier aux dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (art L4511-1, art R4511-1 et suivants),
- aux règlements édictés par le Centre ou l'établissement CEA concerné en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité,

Il est précisé que l'accès au Centre de personnel âgé de moins de 18 ans requiert l'accord de la Direction du Centre Paris-Saclay.

- 1.2 Lutte contre le travail dissimulé et respect de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

### **2. Habilitation - Certification**

Le Titulaire s'engage à fournir à la Direction du CEA Paris-Saclay, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur le site du CEA Paris-Saclay (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, etc...) et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA

décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

### **3. Accès au Centre**

#### **3.1 *Demande d'accès (Laissez-Passer Entreprise Extérieure Prestataire)***

L'accès du personnel du Titulaire est subordonné à la remise d'une demande d'autorisation d'accès aux centres du CEA (DAASC) accompagnée de l'ensemble des pièces justificatives en format original et à l'obtention d'un avis de sécurité.

En conséquence, pour toute arrivée de personnel et quel que soit le statut contractuel de l'employé (CDI, CDD, intérimaire), le Titulaire doit procéder aux démarches mentionnées ci-dessous dans les délais suivants :

- 4 semaines avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel de l'Union Européenne (U.E.),
- trois mois avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel hors Union Européenne (U.E.).

#### **3.2 *Liste des employés du Titulaire***

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le Titulaire transmet au Chef d'installation le formulaire de DAASC dûment complété pour chaque employé et confirme au Chef d'installation la liste des employés chargés de l'exécution des prestations pour l'établissement des fiches professionnelles nominatives (FPN).

Le Titulaire fait connaître au CEA les nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité et qualification des employés qu'il affectera à l'exécution des travaux faisant l'objet du présent marché.

En cas d'utilisation par le Titulaire, ou ses sous-traitants, de personnel intérimaire dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à présenter au Chef d'installation, en complément des éléments ci-dessus, le marché d'intérim de chaque employé.

La liste du personnel ainsi communiquée au CEA pour autorisation d'accès sera établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'employés soient munis de l'autorisation d'accès afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le Titulaire s'engage à n'utiliser que le personnel ainsi autorisé, et à retirer, sans délai, tout employé dont l'autorisation est refusée ou annulée par le CEA sans qu'elle puisse arguer de ce fait pour excuser quelque défaillance que ce soit dans ses obligations.

#### ***Délivrance du badge d'accès***

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le personnel du Titulaire devra se présenter à l'accueil des entreprises à la Porte Nord (U.A. : Unité d'Accueil) muni des pièces suivantes :

#### **Pour le personnel de l'Union Européenne :**

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC)
- une pièce d'identité en cours de validité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour);

- l'attestation d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivrée par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité correspondant au classement radiologique.

Pour le personnel hors Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC) accompagné d'une photographie;
- le titre de séjour,
- l'original du certificat d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivré par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité.

Conformément à l'article 6 du règlement intérieur, le badge d'accès est strictement personnel et doit être restitué lors du départ.

### 3.3 *Retrait du droit d'accès et de personnel du Titulaire*

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le droit d'accès d'un employé du Titulaire, auquel cas, il notifiera sa décision au Titulaire, sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues au marché.

Le Titulaire devra avertir le CEA 15 jours à l'avance, avant tout retrait d'un des employés normalement affecté à l'exécution du marché.

Tout retrait du personnel du Titulaire doit s'accompagner de la restitution du badge d'accès (sauf s'il y a d'autres accès pour d'autres marchés au même moment sur le même centre).

Ce préavis a pour but de permettre au CEA de mettre en œuvre ses procédures internes, conformément à la convention du travail.

## 4. **Traitement des données personnelles des salariés du Titulaire**

Toutes données personnelles des employés du Titulaire collectées, détenues ou autrement traitées par le CEA dans le cadre du présent marché respecteront la législation applicable en matière de protection des données, en ce compris mais sans s'y limiter, le Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement EU 2016/679) (le « RGPD »). En conséquence, le CEA aura en charge de :

- mettre en place les mesures technologiques et organisationnelles nécessaires pour s'assurer de la protection des données collectées et le cas échéant traitées dans le cadre du présent marché,
- traiter les données personnelles comme des informations confidentielles appartenant au Titulaire et uniquement traiter lesdites données pour permettre l'entrée du personnel du Titulaire sur le site du CEA et, si nécessaire, délivrer les badges d'accès, gérer les droits d'accès aux installations et éventuellement aux moyens informatiques et techniques auxquels ils devront accéder, vérifier les titres, permis et habilitations nécessaires à leur activité sur ce site, et faire réaliser l'enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant n'est incompatible avec l'accès envisagé sur le site,



- s'assurer que toutes personnes autorisées à accéder aux données personnelles sont soumises à une obligation de confidentialité et bénéficient d'une formation adéquate pour se conformer à cette obligation,
- et conserver une traçabilité du traitement des données en conformité avec l'article 30 du RGPD.